



Vivre et apprendre ensemble autour d'un projet scolaire. L'enjeu d'une mixité sociale pour faire réussir tous les élèves.

consumentiste ? N'est-il pas légitime que l'école réponde à toutes leurs attentes ? De leur côté, les villes aujourd'hui cherchent à produire de la mixité. Parfois leur façon d'y parvenir est discutable dans la mesure où elle consiste à repousser à la périphérie des territoires communaux ou intercommunaux les populations les plus en difficulté. Ce n'est pas le biais pris dans le quartier de Vaise à Lyon. Les premiers effets du retour de la mixité sociale dans les écoles s'y font sentir (lire pages 16-17).

Pour les communes, ce type de politique constitue un enjeu territorial, mais aussi éducatif. A l'école, la mixité est un facteur de rétablissement de l'égalité des chances, une manière d'aider les élèves les plus en difficulté à rattraper leur retard sans pénaliser ceux qui sont en réussite (lire page 16). « *Les études montrent que selon les territoires les chances de réussite des élèves peuvent être différentes. Cela s'explique en partie par la plus ou moins grande mixité sociale des écoles et des établissements* », confirment la géographe Catherine Barthou et la sociologue Brigitte Monfroy.

Les pays qui ont rompu avec le principe de la sectorisation ou qui ne l'ont jamais appliquée, en paient le prix. A l'inverse, ceux qui ont fixé des

règles rigides empêchent les dividendes comme le montrent les études PISA (lire page 18). Au début des années 80 des expériences d'assouplissement de la carte scolaire ont été conduites en France. Jugées décevantes, elles ont été abandonnées au milieu des années 90. « *Seule une politique éducative qui permette l'existence par-*

tout d'une école de qualité, avec des moyens renforcés dans les secteurs les plus fragilisés, peut permettre à l'école d'accomplir ses missions au service de tous les élèves », rappelle le SNUipp. Il faut savoir tirer toutes les leçons du passé.

ÉDUCATION PRIORITAIRE EN QUESTIONS

Pour Georges Felouzis, professeur en sociologie, la ségrégation scolaire nécessite « *de compenser le handicap scolaire que constituent ces établissements par une politique volontariste, bien plus affirmée que celle des ZEP qui agirait non seulement sur les moyens attribués mais aussi sur l'organisation* ».

A ce titre, la réforme initiée ce printemps par le ministre avec la création des « *réseaux ambition réussite* » manque à l'évidence de souffle. Le récent débat sur la sectorisation scolaire lancé par des déclarations successives et repris par de nombreux chercheurs et spécialistes sonnerait-il comme un désaveu de la politique ministérielle annoncée comme « *la grande relance de l'éducation prioritaire* ».

A l'opposé d'une logique d'individualisation des problèmes au détriment du territoire, l'éducation prioritaire se doit d'être traitée dans toutes ses dimensions : la politique de la ville, la lutte contre l'exclusion, l'importance de la maternelle, de la formation, des effectifs mais aussi du travail d'équipe pour mobiliser une école autour d'un projet fédérateur en activités culturelles, en innovations pédagogiques, en lien avec les familles. Un enjeu scolaire et social fondamental qui pour le SNUipp nécessite de véritables moyens pour la mise en place de dispositifs cohérents.



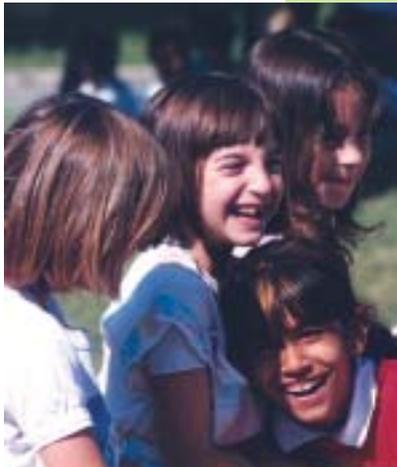
MIXITE À L'ÉCOLE, C'EST BIEN !

Différentes études ont étudié l'influence de la mixité sociale au sein des classes. Leurs résultats indiquent qu'elle est un facteur de réussite scolaire pour l'ensemble des élèves.

La composition d'écoles et de classes socialement mixtes influe-t-elle sur la réussite des élèves et notamment ceux d'origines sociales défavorisées ? La conclusion du rapport de l'Unesco, publiée en septembre, tirée de deux enquêtes internationales (PISA concernant les élèves de 15 ans et PIRLS ceux de CM1), juge la mixité sociale au sein des écoles comme un facteur de réussite scolaire. Elle indique qu'« *il n'est pas forcément avantageux d'avoir un recrutement socialement homogène* » et ajoute que « *les écoles à succès sont celles qui aident les élèves de milieux défavorisés. Les pays qui ont les meilleures performances sont ceux qui réussissent non seulement à élever le niveau mais à le rendre plus équitable* ».

En France, une étude de l'Iredu a montré en 2003 que « *les élèves des établissements socialement mixtes progressent davantage que ceux des établissements populaires* ». Au sein des classes, les recherches en sciences de l'éducation ont montré que dans une classe mixte socialement, les élèves faibles progressent mieux et la progression des élèves les plus brillants n'est affectée que marginalement.

Dans les écoles primaires, pour des élèves au départ comparables, des différences ont été constatées selon leur fréquentation d'une classe à public « *favorisé* » ou d'une à public « *défavorisé* » par une étude de l'Inrp de 2004. Ces différences sont de deux ordres, les progressions scolaires sont meilleures dans le premier cas et les « *ambitions profession-*



nelles sont plus élevées lorsqu'ils sont scolarisés dans des classes à tonalité sociale favorisée ». Au niveau des enseignants, l'étude relève des adaptations selon le milieu social de la classe, notamment sur leurs exigences et leurs pronostics sur les élèves.

À l'inverse, quand il y a ségrégation scolaire entre établissements, « *l'inégalité sociale des performances* » des élèves s'accroît selon l'Iredu, qui a travaillé sur les données de PISA. Et ceci, « *sans améliorer pour autant le niveau moyen ou même le niveau de l'élite* ». Comme quoi une non-mixité sociale à l'école n'apporte rien à personne... ni aux élèves « *défavorisés* » ni même aux élèves « *favorisés* ».

Coincé entre la Saône et la Duchère, Vaise, quartier sinistré de Lyon il y a peu, se relève de la fermeture de ses usines. L'école, elle aussi mal perçue pendant de nombreuses années retrouve la confiance des familles.

“95% des parents d'élèves ont une bonne image de l'école, 55% de ces mêmes parents pensent

qu'elle est perçue de mauvaise manière » explique Christian Déal au nom du conseil de quartier de Vaise après l'enquête réalisée en 2004 auprès de 500 familles.

Pendant deux siècles, usines et entrepôts ont donné à Vaise, situé en bord de Saône et à deux pas du centre-ville, l'image d'un quartier lyonnais principalement industrialisé et ouvrier. La disparition de l'usine Rhodiaceta, dans les années 70, l'a transformé en friche industrielle chaque jour un peu plus insalubre jusqu'à il y a peu. Comme le souligne Abel Gago, adjoint délégué à l'éducation et à la culture, qui revient sur la situation du quartier il y a quelques années « *la paupérisation avait fait fuir tous ceux qui le pouvaient, seuls restaient ceux qui n'avaient pas d'autres choix. C'est ainsi que se fabriquent les ghettos* ».

De fait « *à l'école* », poursuit l' élu en évoquant les stratégies de contournement « *les moins vulnérables envoyaient ailleurs leurs enfants, dont une partie importante dans l'enseignement libre ou catholique, y compris parmi les familles musulmanes* ».

Ce passé récent, Carole Cauda, directrice de l'école maternelle Gare d'eau et Jean-Marc Pousse directeur de l'école élémentaire Audrey Hepburn, en poste à Vaise depuis une dizaine d'années l'ont vécu. « *Un quartier de taudis*

ENSEMBLE A VAISE

avec de nombreuses habitations sans sanitaires, vitres cassées et matelas par terre pour dormir » se souvient Carole. « 80% de CSP défavorisées, 75% de familles monoparentales, de nombreuses violences physiques, verbales » dans l'école de Jean-Marc.

Depuis quelques années, la ville de Lyon a engagé sur le secteur une politique de rénovation urbaine en construisant du logement social diffus dans les quartiers où il y en avait peu et en détruisant une partie des barres et tours HLM dans ceux où il représentait plus de 80% de l'offre. « *Les logements sociaux sont ainsi remplacés par du logement intermédiaire et de l'accession à la propriété, ce qui produit de la mixité sociale* » précise Abel Gago. Ainsi 2000 logements ont été livrés sur Vaise, ces dernières années. A la fois pour une population de cadres mais également pour les habitants des barres HLM de La Duchère relogés à Vaise. Cela s'est traduit par une forte hausse des effectifs dans les écoles, 7 classes ont été ouvertes en 2 ans, entraînant rénovations et agrandissements mais également le projet de construction d'un nouveau groupe scolaire pour 2009.

Un changement dans la composition des écoles s'est opéré. De nouvelles familles sont apparues qui font généralement confiance à l'école du quartier. Les enseignants des écoles de Vaise tirent, eux, bénéficient de l'apparition de la mixité sociale. Carole la juge « *intéressante car elle permet d'avoir des enfants qui tirent les autres vers le haut* », même si de l'avis général le niveau n'est pas fortement en hausse, « *il était déjà bon par rapport aux évaluations nationales REP* » insiste Jean-Marc. Mais tous se félicitent d'un enrichissement au niveau de la vie de l'école. La preuve en est faite, par exemple, à l'école Gare d'eau où la création d'un lieu d'accueil permet aux parents de différentes origines de se retrouver deux demi-journées par semaine en compagnie d'un animateur de la ville. A leur actif, la création d'une ludothèque dont ils assurent le fonctionnement, l'organisation de soirées contes ou l'essai d'une mise en place d'un « *troc-services* ». C'est également un lieu d'entraide où il arrive fréquemment que des ateliers d'alphabétisation soient mis en place par la mamie d'un élève « *ancienne institutrice* » pour les parents non francophones. Une entraide qui prend aussi la forme d'une mobilisation comme actuellement, pour la famille d'un élève de l'école menacée d'expulsion. A Audrey Hepburn, il est égale-



2000 logements ont été livrés sur Vaise, ces dernières années. Sept classes ont été ouvertes en deux ans.

ment été un lieu d'aide sociale et permet, autour de soirées conte, de rassembler parents, enfants et enseignants. Des rencontres qui, à chaque rentrée scolaire prennent la forme d'un « *apéro dans la cour* » où précise Jean-Marc, « *les différents partenaires de l'école – médecine scolaire, Rased, municipalité, ...- tiennent des stands qui présentent leurs activités aux parents* ».

Par ailleurs, Carole et Jean-Marc insistent sur la confiance revenue vis-à-vis de l'école en citant en exemple « *les réunions de classe de début d'année où la quasi-majorité des parents sont présents* ».

La reconnaissance de l'école est en bonne voie. L'enquête du conseil de quartier montre qu'une famille sur cinq n'aurait pas mis, si elle avait eu le choix, son enfant dans l'école du secteur. « *Mais une fois le pas franchi, la plupart ne regrettent pas leur choix et le périmètre scolaire est relativement bien respecté* » explique Jean-Marc. Sur le secteur, environ 15% des élèves bénéficient d'une dérogation, mais essentiellement pour rapprochement de fratrie. Du fait de la hausse des effectifs, le secteur de certaines écoles a été redessiné.

De même les conditions d'attribution des déro-

gations ont évoluées. « *Suite à la mise en place d'un groupe de travail afin de définir des critères, deux parents d'élèves –FCPE et PEEP- participent aux commissions de dérogation* » résume Miss Labe, représentante de la FCPE sur le secteur de Vaise. Ainsi les dérogations ne sont accordées qu'en cas de rapprochement de fratrie, de lieu de résidence de l'assistante maternelle agréée ou de raisons sociales attestées.

Ce respect de la sectorisation, allié à la présence d'une mixité sociale permet aux écoles d'offrir un service public d'éducation performant et apprécié par les anciens et nouveaux habitants de Vaise. La conclusion de l'enquête du conseil de quartier précisait en 2004 que « *les parents d'élèves ne véhiculent pas une image négative de l'école de leurs enfants. Par contre, ils sont encore persuadés que l'école n'a pas très bonne réputation dans le quartier. Il faut mettre fin à cette contradiction pour accueillir les nouveaux arrivants sur le quartier dans les meilleures conditions. Nous devons donc parvenir, avec l'aide des parents, à mettre en valeur les écoles de Vaise en montrant que les enfants apprennent, sont heureux et réussissent bien dans leurs études* ». Le pari est en passe d'être gagné.



“LA POLARITE S’ EST ACCENTUEE ENTRE QUARTIERS RICHES ET PAUVRES”

Pour la sociologue Marie-Hélène Bacqué, la plupart des quartiers sont socialement mixtes, les plus homogènes sont les quartiers bourgeois.

AILLEURS EN EUROPE

Du libre choix à l’application rigoureuse d’une sectorisation en passant par un assouplissement, les pays européens optent pour des systèmes extrêmement différents. Aux deux extrémités, les Pays-Bas et la Finlande.

Aux Pays-Bas, les parents ont le choix de l’école. La Constitution permet aux écoles de refuser des élèves en principe sur la base de leur confession. Cette ségrégation scolaire a donné naissance, pour définir les établissements, aux expressions populaires d’« écoles noires » et d’« écoles blanches », vocables maintenant utilisés par le ministère de l’Education. Sur les 7000 écoles primaires, 536 sont « noires » et composées majoritairement d’enfants d’origines étrangères. Cette année, une école primaire d’Amsterdam a même mis en place des entrées séparées selon les origines ethniques.

En Finlande la carte scolaire est rigoureusement respectée et les dérogations ne sont qu’exceptionnellement accordées. Les enfants issus de l’immigration bénéficient d’un complément d’enseignement à la langue et à la culture finnoise...Et la Finlande, à l’enquête PISA sur les acquis des élèves de 15 ans, est classée première.



Entretien avec Marie-Hélène Bacqué, professeure de sociologie à l’université d’Evry, chercheuse au centre de recherche sur l’habitat

Comment analyser les dynamiques urbaines depuis ces 50 dernières années ?

La politique publique de construction des grands ensembles élaborée pour faire face à la crise du logement d’après guerre, a été progressivement remise en cause à la fin des années 70. Les modes de financement du logement ont glissé de l’aide à la pierre à l’aide à la personne. Ce qui a développé l’accession à la propriété, notamment le secteur pavillonnaire, destiné à accueillir les ménages en ascension sociale. Dans le même temps, la crise sociale et économique a contribué, dans certains quartiers d’habitat social, à une paupérisation des ménages et à la concentration de difficultés sociales.

Quelle est la tendance actuelle ?

Le développement de péri-urbanisation contribue à transformer les formes urbaines et les modes de vie. Il pose une série de questions en termes de durabilité, de gestion des sols, de politique de transport, de répartition des groupes sociaux dans l’espace. Les politiques publiques ont mis l’accent sur les quartiers dits dif-

ficiles. En particulier la démolition des grands ensembles, au nom de la notion de mixité sociale, épouse l’idée que ce qui pose problème est la concentration de populations précarisées. Pour régler ce problème il suffirait de les disperser en éclatant ces poches de pauvreté. Mais dans la plupart de ces opérations, les habitants sont repoussés plus loin, recréant ainsi des poches de pauvreté. La « gentrification » conduit également à repousser les classes populaires hors des centres-villes et des quartiers anciens.

La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ces dernières années ?

La réponse n’est pas évidente, tout dépend des critères que l’on choisit. Du point de vue des revenus, la polarité s’est accentuée entre quartiers riches et pauvres. On est cependant loin d’être dans une Ville duale : la plupart des quartiers sont socialement mixtes, les plus homogènes sont les quartiers bourgeois. La ségrégation touche par ailleurs fortement les populations immigrées.

Quelles pistes proposer pour remédier à cette relégation sociale dans certains quartiers populaires ?

Cela ne peut être qu’une politique urbaine globale requalifiant ces quartiers populaires mais visant à les considérer dans un ensemble urbain plus large. Cela passe par une véritable politique de transports offrant une mobilité aux habitants, par une politique de logement globale travaillant également sur le parc privé en créant un outil public pour lutter contre l’augmentation des loyers.

Mais une ville sans différenciation socio-spatiale, où tous les groupes sociaux se fondraient dans une harmonie reste de l’ordre du vœu pieu lorsque la société est inégalitaire et traversée de tensions sociales.



« SELON LES TERRITOIRES, LES CHANCES DE REUSSITE SONT DIFFERENTES »

Catherine Barthon, Géographe et Brigitte Monfroy, sociologue sont enseignantes-chercheuses à l'UFM Nord-Pas-de-Calais. Elles ont mené une recherche sur les phénomènes de ségrégation sociale et scolaire.

Que recouvre le terme de mixité sociale ?

Au sens premier, il s'agit du mélange, du brassage des différents groupes sociaux. Si cette notion semble faire consensus dans le discours politique, elle fait en revanche l'objet d'un vif débat chez les urbanistes et les sociologues. Se pose notamment le problème de sa mesure : à partir de quel seuil peut-on parler de mixité ou de ségrégation ? Ce qui renvoie aux vrais problèmes liés à cette notion : les inégalités sociales et scolaires, le rapport à l'ethnicité...

Un constat semble aujourd'hui partagé, celui du déficit de mixité sociale...

Oui, mais ce constat doit être nuancé. D'un point de vue géographique, l'absence de mixité sociale concerne avant tout certains quartiers des grandes villes et des banlieues. Il en va ainsi des quartiers « prioritaires » qui concentrent une population très défavorisée dont toute une partie est issue de l'immigration mais aussi, à certains égards, des quartiers de la haute bourgeoisie qui constituent à leur manière une forme de ghetto, même si dans ce cas, le déficit de mixité ne semble poser de problème à personne. L'entre soi social et culturel se développe créant ainsi des quartiers de relégation social.

Et en conséquence de relégation scolaire ?

En effet, si les travaux montrent que la ségrégation scolaire est même plus forte que la ségrégation urbaine, l'école contribue elle-même à des formes de fragmentation sociale. Les familles se voient dans l'obligation d'avoir des stratégies actives pour offrir à leurs enfants un environnement de vie et des parcours scolaires qui leur donnent des chances de réussite. D'autant que plusieurs facteurs jouent dans ce sens : l'influence locale du secteur privé qui fonctionne en dehors de toute contrainte territoriale, la différenciation parfois précoce de l'offre de formation avec des classes à projets ce qui in-

troduit une concurrence entre établissements pour attirer ou garder les « bons élèves » et même le poids des politiques institutionnelles qui accompagnent cette concurrence par une sectorisation très assouplie.

Le territoire paraît donc être devenu un déterminant majeur des inégalités scolaires...

Oui, des études récentes montrent que selon les territoires, les chances de réussite des élèves peuvent être différentes. Cela s'explique en partie par la plus ou moins grande mixité sociale des écoles et des établissements ; par la stabilité ou l'instabilité des équipes, par l'expérience ou à l'inexpérience des professionnels, par la coopération des différents acteurs en interne et à l'externe de l'école. Or, les familles ne sont pas égales face à ce qui au final s'agrège et constitue cet « effet territoire » car certaines, parce qu'elles ont plus de ressources peuvent s'en affranchir plus facilement que d'autres.

Qu'est-il possible d'envisager pour contrer ces dynamiques de concentration ?

Il existe sans doute plusieurs niveaux de réponses. La lutte contre la ségrégation passe d'abord par la réduction des inégalités sociales, les écarts de conditions de vie et de revenus étant de plus en plus importants. Ensuite, des politiques d'habitat et de peuplement allant dans le sens d'une plus grande mixité doivent être mises en œuvre. C'est l'un des objectifs affichés de la politique de la ville (rénovation de l'habitat, dynamitage de tours ou barres HLM...). Or celle-ci se heurte à un obstacle majeur : celui du retour hypothétique des classes moyennes dans les quartiers prioritaires. D'autant que, pour si importantes qu'elles soient, il ne faut pas pour autant surestimer le poids des politiques urbaines. Certaines observations locales montrent en effet que la mixité résidentielle n'a pas forcément d'incidence sur la mixité à l'école. Pour cette raison, il faut



Entretien avec

Catherine Barthon & Brigitte Monfroy

Catherine et Brigitte croisent leurs regards de sociologue et de géographe sur les enjeux de la mixité sociale en France.

aussi chercher des solutions du côté de l'école. C'est d'abord en travaillant à rendre plus égalitaire l'offre de formation et en maintenant un objectif commun de réussite pour tous les élèves que l'on réduira les écarts. On sait aujourd'hui que là où se mettent en place des expérimentations, du travail en équipe, des fonctionnements innovants dans certains quartiers défavorisés, la réussite des élèves et l'attrait du projet pédagogique suffisent à rendre de nouveau attractives ces écoles et à leur conférer davantage de mixité. Le vrai défi à relever aujourd'hui est sans doute à chercher du côté de ces expériences en les transférant et en assurant leur pérennité.